



LETTRE OUVERTE
à Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République Française

Monsieur le Président,

Lors de la campagne présidentielle, vous avez pris un engagement solennel devant le mouvement sportif :
« Nous nous engageons à rendre le fonctionnement des fédérations plus efficace avec l'élection systématique des présidents de fédérations par les clubs, une plus grande autonomie donnée par l'Etat. »

Or, depuis des mois, les dirigeants du "Foot d'en bas" ne cessent de réclamer l'ouverture d'un droit de vote pour tous les clubs amateurs auprès du Président de la FFF, qui nous le refuse obstinément. Encore récemment, l'unanimité des clubs finistériens, et plus de 80% des clubs bretons ont voté en Assemblées générales pour demander plus de démocratie dans nos instances.

C'est pourtant déjà le cas à la Fédération Française de Natation ou encore à la Fédération Française de Rugby, où tous les clubs, amateurs et professionnels, votent. N'est-ce pas le rôle de la FFF, avec sa mission de service public confiée par l'Etat, de s'occuper de ses clubs amateurs, dont plus de 4 000 ont mis la clé sous la porte ces dernières saisons ?

Il faut mettre fin à la dictature des instances du football français, où quelques-uns disposent de tous les droits, alors qu'une immense majorité ne connaît que des devoirs !

- Dictature, quand seulement 216 grands électeurs (presque exclusivement des hommes) sont censés représenter 2 200 000 licenciés du football et que la Cour des comptes écrit dans son rapport "L'État et le mouvement sportif : mieux garantir l'intérêt général" de 2018 : « Une fois élu, l'exécutif fédéral exerce ses responsabilités sans réels contre-pouvoirs... Les minorités ne sont pas systématiquement représentées dans les instances de gouvernance et les assemblées fédérales qui se réunissent deux fois par an ne sont pas en position d'assurer un rôle de contrôle. »

- Dictature, quand le jour du vote à la FFF, les cartes de vote électroniques disposent toutes d'un numéro de série différent, ce qui rend possible le traçage des votes. La FFF bafoue ici le principe constitutionnel du secret du vote.

- Dictature, quand un système ne rend aucun compte à ses licenciés et à ses clubs (augmentation du prix des licences, dissimulation du rapport de la Cour des comptes consacré à la FFF...).

- Dictature, quand un système asphyxie les finances de ses clubs pour faire fonctionner une administration pléthorique, alors que ce sont les bénévoles qui œuvrent tous les jours. Ainsi, chaque année, nos 14 000 clubs amateurs se font ponctionner plus de 150 M€ (cotisations licences, inscriptions aux compétitions, amendes administratives et disciplinaires, frais d'arbitrage, formations des éducateurs... soit 69 euros par licencié).

- Dictature, enfin quand lors de l'élection du Comité directeur de la Ligue du Centre-Val de Loire, le 12 janvier dernier, le Trésorier de la Ligue de Football Amateur transgresse les statuts pour assurer l'élection du Président du District du Cher, alors que celui-ci présente sur sa liste un membre de la Commission de surveillance des opérations électorales, ce qui est formellement interdit (article 16 des Statuts de la Ligue du Centre-Val de Loire de Football).

Quand trop souvent des parents démissionnent, un travail social et citoyen reconnu est accompli par les bénévoles des clubs !

Dans ces conditions, pourquoi s'obstiner à ne pas nous considérer comme des citoyens du football ?

Pour faire en sorte, par exemple, que la Ligue de football amateur (LFA) devienne l'incontestable alter-ego de la Ligue de football professionnel (LFP). Une véritable interlocutrice du football amateur, dotée d'une personnalité morale et juridique, disposant enfin d'un budget dédié.

Soyons clair, il ne s'agit pas d'un combat contre le football professionnel. Au contraire, pour que le football français avance sur ses deux jambes, il faut qu'amateurs et professionnels puissent renouer un dialogue constructif.

Qui défend les valeurs du « foot d'en bas », préserve nos intérêts et fait entendre notre voix aujourd'hui ?

Complexe, notre rôle de dirigeant de club, grand ou petit, urbain ou rural, est de plus en plus difficile. Les responsabilités sont écrasantes et les moyens dérisoires. Les bénévoles partent... et la FFF s'éloigne de nous avec un fonctionnement de plus en plus autoritaire qui impose des règlements, des procédures, des amendes... qui découragent les bénévoles les plus expérimentés et tuent nos clubs.

De plus, nous sommes persuadés que la démocratie par les clubs apportera une garantie supplémentaire face à l'abandon annoncé de la tutelle de l'Etat sur les fédérations.

Désormais, les dirigeants bénévoles des clubs de football veulent décider de l'avenir de leur sport.

De nombreux Députés et Sénateurs, toutes tendances politiques confondues, soutiennent cette proposition.

Le 16 juillet 2018, pour célébrer la victoire des Bleus en Coupe du Monde vous aviez lancé ce cri du cœur : **« N'oubliez jamais d'où vous venez ! »** devant des jeunes de clubs de foot de quartiers populaires, en présence de nombreux bénévoles et éducateurs. N'est-il pas temps, à l'occasion de la Coupe du Monde féminine organisée en France, de tenir votre promesse... en consentant un petit pas en faveur de la démocratie qui permettra un pas de géant pour le sport français.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma haute considération et de mon profond respect.

Tours, le 5 juin 2019



Eric THOMAS
Président de l'Association Française de Football Amateur